

Le 06 Novembre 2017

Ministère de la Culture
Service des ressources humaines
Bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire

Madame, Monsieur,

Je conteste la décision qui m'a été imputée, je n'en comprends pas les critères.

La procédure est opaque et incorrecte. Le "tri" entre les catégories A ou B est très injuste, en regard de la réalité des postes occupés à l'ENSAD.

Ma fiche de poste a été établie suite à un entretien avec le directeur technique, et transmise au ministère, sans que j'en connaisse au préalable le contenu et la forme, à l'arrivée tout tient dans des formulations erronées.

Je n'accepte pas d'être catégorisé de cette façon, c'est à dire arbitrairement, après presque trente ans d'exercice à l'ENSAD.

De plus, sur le fond et le principe, il est peu compréhensible et justifiable, et au final nuisible, de discriminer des valeurs qui feraient des ateliers de catégorie A ou B, selon les disciplines; le tissage serait en B, la sérigraphie en C, la photo en A...etc, au sein d'une école nationale supérieure d'art.

Le discernement a été faussé par le télescopage entre fonctionnement technique et pédagogie, l'un masquant l'autre, ou l'autre servant d'alibi à l'un selon des arrangements étranges.

Pour ma part, il se trouve que j'acte dans la pédagogie depuis l'origine de ma fonction.

J'ai été recruté à l'ENSAD sur la base de mon diplôme et de ma formation artistique.

J'occupe ma place par mon travail et mes qualifications, autant que et par vocation.

J'ai exercé en binôme à égalité avec des enseignants dans les cours de sérigraphie.

Aujourd'hui, le domaine s'est élargi et transformé, et ma participation reste pleinement partie prenante dans la pédagogie promulguée à l'ENSAD.

J'interviens activement dans la formation de tout étudiant, avec des options spécifiques en image que l'on ne trouve qu'à l'Atelier-Prépresse dans l'école, en premier lieu pour Image Imprimée, mais aussi Design

Graphique, Impression Textile...etc

Dans l'évolution de mon statut, tout ceci a été occulté, et enregistré sous la bannière "assistant-technique", en dépit de la nature essentiellement vouée à la "transmission" et à l'orientation créative de mon travail.

Nous avons développés des outils, fait des choix pratiques et pédagogiques, nous nous sommes formés, avons suivi les évolutions technologiques, créé et/ou perfectionné des "ateliers" avec la collégialité enseignante, la direction des études et la direction technique, et sommes en contact permanent avec les étudiants.

La décision prise aujourd'hui est l'aboutissement d'un déni de réalité soigneusement entretenu au fil des ans.

Je dénonce une instrumentalisation réductrice et une dévalorisation de ma fonction, au mépris de mes capacités, de ma place et de mon rôle effectif dans la pédagogie de l'école.

C'est aussi un déni humain, car au delà des postes, il y a des personnes, et une histoire.

Après tant d'abnégation pour l'ENSAD.

Voilà pourquoi je fais appel à votre recours gracieux, en toute équité et sur la base de critères défendables.

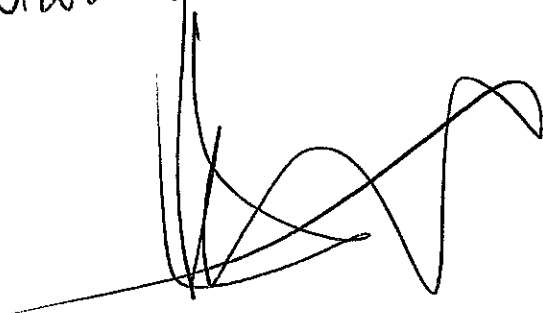
Je joins donc à ce dossier des pièces attestant du bien fondé, et de la légitimité de ma requête, et qui vous permettront, je l'espère, de régulariser ma situation.

Veuillez recevoir, je vous prie, l'expression de mes sentiments très respectueux.

Pierre-Nicolas Floch

Responsable de l'Atelier Pré-presse ENSAD

Pierre - Nicolas Floch



Recours gracieux contre la décision individuelle relative à l'accès réservé à la titularisation dans le cadre de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique.

Formulaire à compléter, à signer et à renvoyer accompagné des pièces jointes demandées au
Ministère de la culture - Service des ressources humaines
Bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire
182 rue Saint-Honoré, 75001 Paris cedex 01

Courrier à adresser en recommandé avec accusé de réception

Je soussigné(e),

Nom : FLOCH Prénom : Pierre - Nicolas
Service : Atelier Pré-Presse, image imprimée
Adresse professionnelle : 31 me, d'ULM
Téléphone professionnel : 0142349737
Courriel : Pierre-Nicolas.Floch @ ENSAD.FR

conteste l'attestation du 13/09/2017 joindre une copie de l'attestation notifiée par le bureau des ressources humaines par lequel vous m'informez (deux possibilités au choix ; rayez la situation que ne vous concerne pas) :

1- de mon **inéligibilité** au dispositif d'accès réservé à la titularisation dans le cadre de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique

OU

2- de mon **éligibilité** au dispositif d'accès réservé à la titularisation dans le cadre de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique

Dans le cas n°1 (inéligibilité), je conteste mon inéligibilité au dispositif.

Il ressort à la décision susmentionnée que je ne remplis pas, au vu des informations transmises par mon employeur, les conditions relatives au fondement de recrutement et/ou à l'ancienneté exigée et/ou à la quotité de temps de travail exigées par les articles de la loi du 12 mars 2012.

Je souhaite que vous procédiez au réexamen de ces conditions au vu des documents joints (contrat(s) et/ou avenant au contrat de travail, et/ou tout document de votre employeur attestant des services effectués), qui attestent de mon éligibilité au dispositif.

Dans le cas n°2 (éligibilité), je conteste le niveau de fonction qui m'a été notifié.

Dans la décision susmentionnée, vous me notifiez mon éligibilité au dispositif d'accès réservé à l'emploi titulaire pour un niveau de fonction de catégorie (indiquez une seule catégorie) : A B **C**

Or, je conteste cette appréciation. Au vu des éléments joints (contrats, fiches de postes ou tout document permettant d'apprécier le niveau des fonctions exercées), je justifie de l'exercice de missions de niveau de la catégorie (indiquez une seule catégorie) : **A** B C

A noter : si votre contrat ne mentionne pas votre niveau de mission par référence à une catégorie A, B ou C, et dans le cas où vous ne seriez pas couvert par un cadre de gestion prévoyant le classement des emplois dans des groupes assimilés à des catégories hiérarchiques, le SRH rendra sa décision sur votre niveau de mission après consultation d'un groupe d'expert. Il vous est demandé, si vous vous trouvez dans cette situation, d'indiquer ci-après le corps de fonctionnaire correspondant au niveau de mission que vous souhaitez vous être reconnu.

J'indique ci-après le corps de fonctionnaire correspondant aux missions que j'exerce et au niveau de mission que je souhaite m'être reconnu :

Dans les 2 cas :

Je vous demande de bien vouloir procéder au retrait de la décision contestée ET d'édicter une nouvelle décision conforme à ma situation.

L'absence de réponse de votre part dans un délai de deux mois à compter de la réception de la présente lettre fait naître une décision implicite de rejet.

L'attestation d'éligibilité peut être contestée par voie contentieuse auprès du tribunal administratif de Paris, dans un délai de deux mois.

Fait à Paris, le 11 Octobre 2017

Signature de l'agent

P. Nicolas FLOCH

Pièces jointes à ce recours :

- 1) courrier en date du 13/09/17 m'informant de ma situation individuelle
- 2) soutien des enseignants image imprimée et autres
- 3) curriculum vitae + photocopie diplôme ENSAD
+ extraits de décisions d'engagement formulants
ma mission d'enseignement
- 4) Réformulation de ma Fiche de poste + formulation d'un projet pédagogique
pour le pré-presse
- 5) Attestation éligibilité 2013
- 6) Extrait de la totalité de mes contrats et avenants à l'ENSAD
depuis 1989

* Copie à l'établissement ou au service employeur

N/Réf. : ST/MP
Affaire suivie par : S.R.H.
Poste : 97 19

Paris, le 13 septembre 2017

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint l'attestation d'éligibilité à l'accès à l'emploi titulaire relatif à SAUVADET II, établie par le Ministère de la Culture, en votre faveur.

Vous souhaitant bonne réception, recevez, , l'assurance de ma considération distinguée.

Le Directeur de l'Ecole



Marc PARTOUCHE



**ATTESTATION D'ÉLIGIBILITÉ A L'ACCES A
L'EMPLOI TITULAIRE
SAUVADET II**

Je soussignée, Madame Claire CHÉRIE, Cheffe du service des ressources humaines

Ministère de la Culture
Secrétariat général
Service des ressources humaines
182, rue Saint-Honoré
75 033 PARIS cedex 01

atteste que Monsieur ou Madame FLOCH Pierre-Nicolas
(rayer la mention inutile, préciser les nom et prénom du candidat)

employé(e) au sein de l'établissement/service (adresse complète) :

Ecole nationale supérieure des Arts Décoratifs
31 rue d'Ulm
75240 Paris Cedex 05

remplit¹ les conditions d'éligibilité pour se présenter à un recrutement réservé organisé dans l'un des corps ouverts dans la catégorie

☐ A ☐ B ☐ C

A titre indicatif, les fonctions exercées sont susceptibles de relever du corps des techniciens d'art

Cette attestation vaut admission à concourir. Elle ne vaut pas inscription. Il vous reviendra de vous inscrire individuellement dans les délais fixés par l'administration dans l'arrêté d'ouverture des futurs recrutements réservés.

En vertu des dispositions de l'article 4 du décret n°2012-631 du 3 mai 2012 pris en application de la loi citée en objet précise que les agents ne peuvent se présenter qu'à un seul recrutement réservé ouvert au titre d'une même année civile d'ouverture du recrutement.

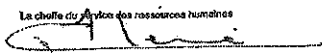
*Si vos fonctions ont évolué depuis le 31 mars 2011 (Sauvadet 1) ou depuis le 31 mars 2013 (Sauvadet 2), ou qu'elles évoluent d'ici l'organisation du recrutement réservé que vous aurez choisi, sachez que l'ancienneté exigée de 4 ans s'apprécie au regard de l'ancienneté acquise à la date de clôture des inscriptions aux recrutements réservés. Aussi, si vous exercez des fonctions relevant d'un autre niveau hiérarchique -il s'agit d'une modification ayant fait l'objet d'un nouveau contrat avec votre employeur- vous êtes susceptible de vous présenter à un recrutement relevant d'une catégorie autre que celle précisée plus haut. Dans ce cas, votre situation serait étudiée lors de votre inscription.

La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux et/ou contentieux. Le recours gracieux suspend le délai de recours contentieux.


Le recours gracieux est à déposer, dans les deux mois maximum suivant la notification de la présente décision, auprès du bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire du service des ressources humaines du ministère de la culture (adresse : 182 rue Saint-Honoré 75001 Paris cedex 01).

DATE ET LIEU : A Paris le 11/09/2017

SIGNATURE : *(chef de service des ressources humaines du secrétariat général)*

La cheffe du pôle des ressources humaines

Claire CHÉRIE

VISA de l'établissement ou du service (nom du signataire et cachet de l'établissement ou du service) :

Marc Partouche

Directeur de
l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs



ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS DECORATIFS

Chapitre 641112

CONTRAT

Entre les soussignés : Le Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs,

d'une part,

et

Monsieur Pierre-Nicolas **FLOCH**
Né le 01/12/1960 à Bourges
Nationalité française
N°S.S : 1 60 12 18 033 001 90
Demeurant : 44 Allée Eugène Belgrand
94230 CACHAN

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Définition du contrat

Le contractant est engagé à temps complet, en application de l'article 4-2° de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'état, et des articles 12 et 13 de la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique, en qualité d'agent contractuel IM 426-657 de l'établissement. L'intéressé(e) exercera les fonctions d'assistant technique telles que fixées par la charte des assistants techniques approuvée par le comité technique paritaire de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs le 16 décembre 1998. Dans le respect de la législation en vigueur en matière de durée du temps de travail dans les établissements publics sous tutelle du Ministère de la Culture, l'exercice de ses fonctions se déroulera dans l'amplitude horaire de 9 heures à 22 heures.

Article 2 : Durée du contrat

Le présent contrat, prend effet à compter du 1^{er} janvier 2006 pour une durée indéterminée.

Article 3 : Rémunération

a) La rémunération du contractant est fixée par référence à l'indice brut : 691 - majoré au 01/11/2005 : 573 afférent au 5^{ème} échelon de sa catégorie.

Lorsque le contractant conserve la rémunération afférente à son précédent contrat, conclu pour le même objet avec l'établissement, l'ancienneté d'échelon acquise dans le précédent contrat est maintenue dans sa nouvelle situation, soit une ancienneté conservée de 1 an valable pour l'avancement.

b) En cas d'exécution partielle la rémunération sera calculée au prorata du service effectué.

La rémunération fixée ci-dessus est exclusive de toute autre indemnité, sous réserve du versement des indemnités représentatives de frais en tant qu'elles correspondent à des dépenses réelles et dès lors qu'elles sont prévues par un texte réglementaire ainsi que les indemnités expressément prévues par un texte de portée générale.

.../...

Article 4 : Protection sociale.

En matière de congés, de couverture sociale, d'accident du travail, il sera fait application des dispositions dont bénéficient les agents non-titulaires de l'état soumis au régime général de la sécurité sociale. Le contractant sera affilié au régime complémentaire de retraite des agents non titulaires de l'Etat, l'IRCANTEC.

En outre, le contractant déclare avoir pris connaissance des dispositions du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non-titulaires de l'Etat pris pour application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (Journal Officiel du 19 janvier 1986) modifiée par la loi n° 87-588 du 30 juillet 1987, articles 76-77 auxquelles sont soumis les agents contractants.

Article 5 : Les agents contractuels sont liés par l'obligation de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les faits dont ils sont appelés à avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. Toute exploitation dans un but personnel de la documentation qu'ils seront appelés à utiliser ainsi que les travaux effectués dans le cadre de leurs attributions, notamment à des fins de publication, leur est interdite sans autorisation préalable du directeur de l'Ecole.

Article 6 : Toutes modifications professionnelles ou familiales, intervenant postérieurement à la déclaration souscrite à l'occasion du présent contrat, devront être communiquées aussitôt qu'elles se produiront à l'autorité hiérarchique. L'inobservation de cette prescription pourra entraîner la résiliation du contrat sans préjudice de la reprise des sommes qui ont pu être indûment perçues.

Article 7 : Les agents contractuels de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs sont soumis aux dispositions réglementaires en vigueur relatives aux cumuls d'emplois de rémunération et de retraite.

Article 8 : Dispositions spéciales.

Les services accomplis par le contractant dans le cadre des contrats conclus avec l'Etat (Ministère de la Culture) pour le même objet sont assimilés à des services effectués pour le compte de l'établissement public administratif de l'ENSAD pour la détermination de l'ancienneté exigée par certaines dispositions du décret n°83-86 du 17 janvier 1986 modifié, relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour application de l'article 7 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat.

Article 9 :

Les contrats sont dispensés des droits d'enregistrement et de timbre. Les difficultés ou contestations, qui pourraient s'élever pour l'interprétation des clauses des contrats, sont d'abord soumises au directeur, puis, s'il y a lieu, jugées par le Tribunal administratif de Paris.

Fait à Paris,

Le contractant
(précédé de la mention manuscrite
« Lu et approuvé »)

Lu et Approuvé

Visa du Contrôleur Financier : 96-5

[Signature]
1-2

Le

Le Directeur

Le Directeur de l'Ecole,
[Signature]
Patrick RAYNAUD

L'adjoint au contrôle financier
VISÉ le :

12 JAN. 2006

Daniel BECARD

Ecole Nationale Supérieure
des Arts Décoratifs

IMPUTATION

Chapitre : 641
Article : 6411
Paragraphe : 641112

AVENANT N° 1

au contrat établi le 12 janvier 2006.

à compter du 1^{er} janvier 2006

en faveur de Monsieur **Pierre-Nicolas FLOCH**

en qualité d'agent contractuel (IM 427-658) faisant fonction d'assistant technique

auprès de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs.

Indice brut actuel : 691

Indice majoré : 574

A compter du 1er janvier 2007, le contrat susvisé est modifié comme suit :

ARTICLE 3. Rémunération.

La rémunération du contractant est fixée par référence à l'indice brut : 750 – majoré 619 (au 01-11-2006), afférent au 6^{ème} échelon de sa catégorie.

Le reste sans changement.

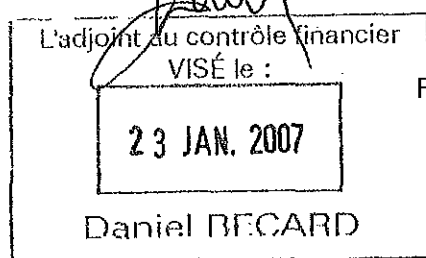
Fait à Paris, le 24 Janvier 2007

Visé le

sous le n° 3 - 4

Le directeur de l'établissement

Le Contrôleur Financier



Le contractant

Faire précéder la signature de la mention

"lu et approuvé"

lu & Approuvé

Le Directeur de l'Ecole,

Patrick RAYNAUD

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS DECORATIFS

DECISION

portant promotion d'échelon

La Directrice de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs,

VU le décret n° 98-981 du 30 octobre 1998 portant statut de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs ;

VU le décret du 8 décembre 2008 portant nomination de la Directrice de l'Ecole ;

VU le contrat établi le 12 janvier 2006, à compter du 1^{er} janvier 2006, en faveur de Monsieur Pierre-Nicolas FLOCH

DECIDE

Article 1er : la situation administrative de Monsieur Pierre-Nicolas FLOCH, agent contractuel faisant fonction d'assistant technique à l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs est modifié comme suit :

SITUATION ANCIENNE

Date d'effet : 01-01-2007
Echelon : 6
Indice brut : 750
Indice majoré : 619

SITUATION NOUVELLE

Date d'effet : 01-01-2009
Echelon : 7
Indice brut : 801
Indice majoré : 658

Fait à Paris, le 17 décembre 2008



Pour la Directrice de l'Ecole
et par délégation.
Le Chef du Département de
Administration Générale

hcl
Catherine LE GAL

Ecole Nationale Supérieure
des Arts Décoratifs

IMPUTATION

Chapitre : 641
Article : 6411
Paragraphe : 641112

AVENANT N° 2

au contrat établi le 12 janvier 2006

à compter du 1^{er} janvier 2006

en faveur de Monsieur **Pierre-Nicolas FLOCH**

en qualité d'agent contractuel (IM 427-658) faisant fonction d'assistant technique

auprès de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs.

Indice brut actuel : 750

Indice majoré : 619

A compter du 1er janvier 2009, le contrat susvisé est modifié comme suit :

ARTICLE 3. Rémunération.

La rémunération du contractant est fixée par référence à l'indice brut : 801 – majoré 658 (au 01-10-2008),
afférent au 7^{ème} échelon de sa catégorie.

Le reste sans changement.

Fait à Paris, le

Visé le

sous le n°

La directrice de l'établissement

Le Contrôleur Financier

La Directrice de l'Ecole

Le contractant

Faire précéder la signature de la mention

"lu et approuvé"

Geneviève GALLOT

FICHE DE POSTE

Intitulé du poste:

Responsable
Atelier Pré-presse

Intitulé du service:

Pré-presse
Secteur image-imprimée

MISSION: L'assistant(e) technique de l'atelier Pré-presse assure la mise en œuvre des opérations liées aux activités de l'atelier en relation directe avec image imprimée. Il assure les fonctions techniques, de gestion, des achats, de maintien, de développement technique, d'organisation pratiques de l'atelier, il a une mission pédagogique au sein du secteur image-imprimée à l'ENSAD.

Il assure un niveau d'excellence dans le domaine de l'image, illustration, photographie, et les traitements numériques associés à l'impression et l'édition.

ACTIVITES PRINCIPALES ET SECONDAIRES:

Formation des étudiants à l'utilisation des logiciels photoshop illustrator in-design

Suivi des projets en synergie avec la pédagogie liée au secteur image imprimée.

Spécialisation en image, photographie et ses traitements numériques en vue de réalisations imprimées en sérigraphie, gravure, édition numérique, impliquant des savoir faire spécifiques.

Gestion de la couleur pour l'impression numérique.

Élaboration des fichiers, traitement des images par couches de tons directs, séparations quadrichromiques.

Impression au traceur des films de séparation pour la sérigraphie.

Edition en Risographie...etc

Présence dans les cours, intervention directe dans la formation des étudiants et la réalisation des projets en complément avec les enseignants, suivi et assistance continue des projets jusqu'à la finalisation.

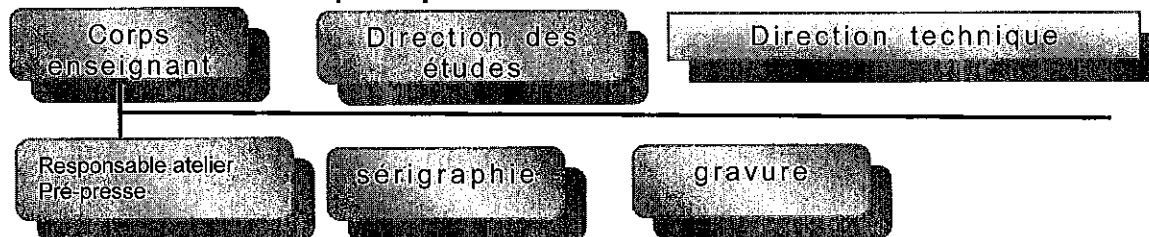
Mises en route quotidiennes, maintenance du parc des matériels

Évaluations des ressources nécessaires (temps de travail et fournitures)

Gestion des stocks et suivi budgétaire des fournitures de l'atelier (encres, papiers, films)

Développement et évolution des options techniques de l'atelier dans la problématique de l'ENSAD.

Positionnement hiérarchique du poste:



COMPETENCES ET /OU QUALITES REQUISES:

- Connaissance des problématiques liées à l'enseignement et à l'apprentissage dans le domaine de la création picturale.
- Connaissance de la photographie, de la sérigraphie, de la gravure
- Connaissance et culture artistique générale (dans le domaine de l'image en particulier)
- Connaissance des règles de l'art dans les domaines concernés: technicité pointue dans le domaine de l'image et des traitements numériques, maîtrise de la chaîne graphique, notions requises en typographie, photographie...
- Logiciels métiers: ADOBE, PHOTOSHOP, ILLUSTRATOR, logiciels de séparation et de calcul de trames avec conduite traceur et imprimantes
- Goût du travail en équipe, qualités relationnelles
- Rigueur, méthode et sens de l'organisation
- Ponctualité, disponibilité
- Goût pour la pédagogie et la transmission de son savoir-faire
- Qualité d'écoute et d'encadrement des étudiants
- Amené(e) à travailler dans l'amplitude d'ouverture de l'Ecole de 9h à 21h
- Lieux de travail: l'EnsAD, déplacements éventuels en France et à l'étranger, événements hors les murs (salons, expositions...)

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS DECORATIFS

DECISION

portant promotion d'échelon

La Directrice de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs,

VU le décret n° 98-981 du 30 octobre 1998 portant statut de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs ;

VU le décret du 8 décembre 2008 portant nomination de la Directrice de l'Ecole ;

VU le contrat établi le 12 janvier 2006, à compter du 1^{er} janvier 2006, en faveur de Monsieur Pierre-Nicolas FLOCH

DECIDE

Article 1er : la situation administrative de Monsieur Pierre-Nicolas FLOCH, agent contractuel faisant fonction d'assistant technique à l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs est modifié comme suit :

SITUATION ANCIENNE

Date d'effet : 01-01-2007
Echelon : 6
Indice brut : 750
Indice majoré : 619

SITUATION NOUVELLE

Date d'effet : 01-01-2009
Echelon : 7
Indice brut : 801
Indice majoré : 658

Fait à Paris, le 17 décembre 2008



Pour la Directrice de l'Ecole
et par délégation.
Le Chef du Département de
Administration Générale

hcl
Catherine LE GAL

Ecole Nationale Supérieure
des Arts Décoratifs

IMPUTATION

Chapitre : 641
Article : 6411
Paragraphe : 641112

AVENANT N° 2

au contrat établi le 12 janvier 2006

à compter du 1^{er} janvier 2006

en faveur de Monsieur **Pierre-Nicolas FLOCH**

en qualité d'agent contractuel (IM 427-658) faisant fonction d'assistant technique

auprès de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs.

Indice brut actuel : 750

Indice majoré : 619

A compter du 1er janvier 2009, le contrat susvisé est modifié comme suit :

ARTICLE 3. Rémunération.

La rémunération du contractant est fixée par référence à l'indice brut : 801 – majoré 658 (au 01-10-2008),
afférent au 7^{ème} échelon de sa catégorie.

Le reste sans changement.

Fait à Paris, le

Visé le

sous le n°

Le Contrôleur Financier

La directrice de l'établissement

La Directrice de l'Ecole

Geneviève GALLOT

Le contractant

Faire précéder la signature de la mention

"lu et approuvé"

MINISTERE DE LA CULTURE

Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs
31, rue d'Ulm
75005 Paris

Imputation budgétaire

Chapitre : 641

Article : 6411

Affaire suivie par : Melle Minart
N° de téléphone : 01.42.34.97.20

DECISION

Le chef d'établissement,

VU le décret n° 68 912 du 15 octobre 1968 relatif aux modalités de rémunération des personnels vacataires recrutés par le secrétariat d'Etat à la culture pour l'exécution de tâches d'enseignement et de la valeur actuelle du point d'indice,

DECIDE

Article 1 : Dans la limite des crédits ouverts à cet effet, est recruté(e) en qualité de vacataire :

Nom, Prénom : FLOCH Alexandre
Date de naissance : 01/12/1960 à Bourges
Nationalité : Française
S.S. n° 1 60 12 18 033 001
Emploi principal : Aucun
Durée : 12 mois à compter du 1er janvier 1998
Affectation : Sérigraphie

Article 2 : L'intéressé (e) aura pour mission : Assistant technique

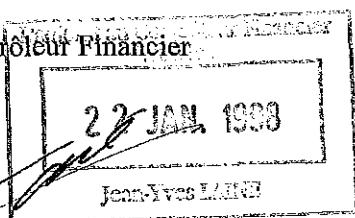
Référence de la rémunération (par nature de travaux) : Assistant technique
Taux de rémunération : 76,75 F
Nombre d'heures : 104 heures mensuelles
Rémunération mensuelle brute : 7 982,00 F

Article 3 : Le vacataire bénéficie des dispositions du régime général de la sécurité sociale, sauf s'il appartient à un corps de titulaire.

Fait à Paris, le

Visa n° 17AD

Le contrôleur Financier



Le Directeur

Pour le Directeur de l'Ecole
et par Autorisation
Le Chef du Service de
l'Administration Générale

Danièle MAISON

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS DECORATIFS
31, rue d'Ulm. 75005 PARIS

DECISION D'ENGAGEMENT

Imputation
Budget de l'Etat

Chapitre 645
Article 6452

Année 1995

Le Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure
des Arts Décoratifs

DECIDE

Article 1er

Monsieur FLOCH Pierre-Nicolas

né le 1er décembre 1960 à BOURGES (18)

demeurant 53, avenue Jean-Jaurès 94110 ARCUEIL

S.S. n° 1 60 12 18 033 001

est engagé le 26 septembre 1995

en qualité de deformateur technique (stage d'initiation sérigraphie pour les élèves de 1ère année)

discipline ou section : Sérigraphie

à raison de 6 heures pour la période considérée.

Article 2 -REMUNERATION

La rémunération brute est fixée par application au décret n°56-585 du 12 juin 1956 modifié, à l'arrêté du 10 décembre 1952 et aux arrêtés des 30 décembre 1975, 20 juin 1978, décret 68-912 du 15 octobre 1968, arrêté du 2 mai 1986.

Le taux de rémunération horaire en vigueur dans la catégorie susvisée est de : 149,89 F
Décret 95-167 du 17 février 1995.

La rémunération est effectuée après service accompli.

Article 3 -COUVERTURE SOCIALE

Le vacataire bénéficie des dispositions du régime général de la sécurité sociale, sauf s'il appartient à un corps de titulaire.

Fait à Paris, le

Visa n°

Le Contrôleur Financier

Le Directeur

22 SEPT 1995

L'Adjoint au Contrôleur Financier
Signé : Jean-Yves LAINE

Pour le Directeur de l'Ecole

Le
Le

Elisabeth FLEURY

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS DECORATIFS
31, rue d'Ulm. 75005 PARIS

DECISION D'ENGAGEMENT

Imputation
Budget de l'Etat

Chapitre 645
Article 6452

Année 1996

Le Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure
des Arts Décoratifs

DECIDE

Article 1er

Monsieur FLOCH Pierre-Nicolas

Né le 1er décembre 1960 à BOURGES (18)

demeurant 59 avenue Dumotel 94230 Cachan

S.S. n° 1 60 12 18 033 001

est engagé du 2 mai au 3 mai 1996

en qualité de formateur technique

discipline ou section : Sérigraphie

à raison de 7 heures 30 pour la période considérée.

Article 2 -REMUNERATION

La rémunération brute est fixée par application au décret n°56-585 du 12 juin 1956 modifié, à l'arrêté du 10 décembre 1952 et aux arrêtés des 30 décembre 1975, 20 juin 1978, décret 68-912 du 15 octobre 1968, arrêté du 2 mai 1986. .

Le taux de rémunération horaire en vigueur dans la catégorie susvisée est de : 151,99 F
Décret 95-1099 du 9 octobre 1995.

La rémunération est effectuée après service accompli.

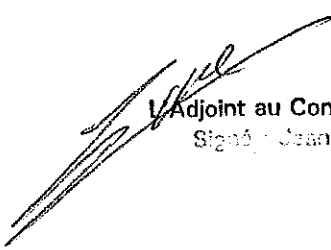
Article 3 -COUVERTURE SOCIALE

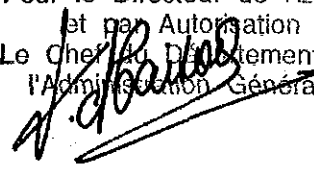
Le vacataire bénéficie des dispositions du régime général de la sécurité sociale, sauf s'il appartient à un corps de titulaire.

Fait à Paris, le
- 9 MAI 1996

Visa n° 102.

Le Contrôleur Financier


Adjoint au Contrôleur Financier
Signé : Jean-Yves LAINE

Le Directeur
Pour le Directeur de l'Ecole
et par Autorisation
Le Chef du Département de
l'Administration Générale


Danièle MAISON

PROJET PÉDAGOGIQUE

Objectifs

Permettre aux étudiants, novices comme plus expérimentés, d'accéder aux moyens techniques qui leur permettront d'acquérir une maîtrise dans le domaine de l'image et ses dérivés.

Par là même, de ne pas être bloqué dans leur parcours créatif à cause d'écueils pratiques et techniques, plus encore savoir jongler avec les techniques, les anticiper, et les expérimenter donnant lieu à des approches multiples dans le domaine de l'image, alliant l'expérimentation pratique en intégrant les bases théoriques et projet créatif.

Le dessin, la peinture, la photographie, le monotype, la gravure, la sérigraphie, l'édition numérique, l'édition imprimée... ces domaines seront rendus accessibles à travers la réalisations de projets dirigés. Avec comme aboutissement un savoir faire, et des réalisations valorisant sur le plan professionnel dans les domaines de l'image, comme dans d'autre domaines, le visuel étant un fondamental quasi incontournable a fortiori pour tout créatif)

La connaissance des traitements numériques l'image, de la chaîne graphique, seront incontournables, au service d'une appréhension des rapports à l'image (incluant texte et typographie) ouverte, et non restrictive.



Secrétariat général

Service des
ressources humaines

Monsieur FLOCH Pierre-nicolas
Arts plastiques EnsAD

Paris, le 28 MAR. 2013

Objet : mise en œuvre de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative aux agents contractuels – 2^{ème} volet : l'accès à l'emploi titulaire.

Affaire suivie par :
bureau du dialogue
social et de
l'expertise statutaire

Postes :

01 40 15 37 20
01 40 15 88 25
01 40 15 77 88

Référence :

SG/SRH2/SDS/2012

182, rue Saint-Honoré
75033 Paris Cedex 01
France

Monsieur,

Vous avez reçu un courrier de la part de Arts plastiques EnsAD vous informant de votre éligibilité ou inéligibilité à la CDIisation. Si vous n'avez pas reçu ce courrier, je vous invite à vous rapprocher de votre bureau chargé des ressources humaines qui gère votre situation individuelle.

La loi citée en objet, prévoit également un accès réservé à l'emploi titulaire pour les agents contractuels de droit public justifiant de certaines conditions. Ce plan sera mis en œuvre sur une période de quatre années (mars 2012-mars 2016), pendant laquelle le ministère de la culture et de la communication organisera des recrutements réservés¹ valorisant les acquis professionnels.

Dans l'immédiat, le présent courrier a pour objet de vous informer de votre éligibilité ou inéligibilité au dispositif d'accès réservé à l'emploi titulaire, établie au vu des éléments en ma possession.

La loi a fixé des **critères cumulatifs** pour être éligible :

- avoir été en fonction le 31 mars 2011, ou entre le 1er janvier et le 31 mars 2011,
- et avoir, sur cette même période, occupé un emploi en qualité d'agent contractuel de droit public pour une quotité de temps de travail égale ou supérieure à 70% d'un temps complet²,
- et être dans l'une des trois situations suivantes :
 - a) bénéficier déjà d'un CDI avant le 13 mars 2012 (date de publication de la loi) ;
 - b) ou bénéficier de la transformation de votre contrat en CDI comme le prévoit la loi et selon ce que votre employeur vous a indiqué dans son courrier ;
 - c) ou justifier de 4 ans de services effectifs³ en équivalent temps plein auprès du même employeur. Ces quatre années doivent avoir été accomplies :

- au cours des six années précédant le 31 mars 2011 ;
- ou au cours des cinq années précédant le 31 mars 2011 pour les agents recrutés sur le fondement du dernier alinéa de l'article 3 ou de l'article 6-2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 (avant sa modification issue de la loi du 12 mars 2012), c'est-à-dire pour assurer le remplacement momentané de fonctionnaires ou pour exercer des fonctions correspondant à un besoin saisonnier ou occasionnel ;
- ou au plus tard, à la date de clôture des inscriptions au recrutement réservé pour les agents recrutés sur le fondement de l'article 4 ou de l'article 6-1 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 (avant sa modification issue de la loi du 12 mars 2012). Deux ans au moins devront avoir été accomplis au cours des 4 années précédant le 31 mars 2011.

Au vu des informations établies par votre employeur, j'ai l'honneur de vous informer que vous remplissez les conditions pour vous présenter à un recrutement réservé qui pourrait être organisé dans l'un des corps ouverts dans la **catégorie B**.

Il vous appartient de déterminer le recrutement réservé dans lequel vous souhaitez faire acte de candidature. Pour mettre toutes les chances de réussite de votre côté, il vous est vivement conseillé de choisir le corps de fonctionnaires dont les missions prévues par ses statuts particuliers sont les plus proches des fonctions et des compétences que vous exercez. A titre indicatif, et pour vous aider dans ce choix, il semble que les fonctions que vous exercez puissent relever du corps des Technicien d'art. Je vous précise, cependant, que la liste des corps ouverts aux recrutements réservés n'est à ce jour pas arrêtée.

Ce courrier vaut **admission à concourir**. Il ne vaut pas inscription : il vous reviendra de vous inscrire individuellement dans les délais fixés par l'administration dans l'arrêté d'ouverture des futurs recrutements réservés.

Par ailleurs, si vos fonctions ont évolué depuis le 31 mars 2011, ou qu'elles évoluent d'ici l'organisation du recrutement réservé que vous aurez choisi, sachez que l'ancienneté exigée de quatre ans s'apprécie au regard de l'ancienneté acquise à la date de clôture des inscriptions aux recrutements réservés. Aussi, si vous exercez des fonctions relevant d'un autre niveau hiérarchique -il s'agit d'une modification ayant fait l'objet d'un nouveau contrat avec votre employeur- vous êtes susceptible de vous présenter à un recrutement relevant d'une catégorie autre que celle précisée plus haut. Dans ce cas, votre situation serait étudiée lors de votre inscription.

Enfin, sachez que l'article 4 du décret n°2012-631 du 3 mai 2012 pris en application de la loi citée en objet précise que les agents ne peuvent se présenter qu'à un seul recrutement réservé ouvert au titre d'une même année civile d'ouverture du recrutement.

La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux et/ou contentieux.

Le recours gracieux⁴ est à déposer, dans les deux mois maximum suivants la notification de la présente décision, auprès du bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire du service des ressources humaines du ministère de la culture et de la communication (adresse : 182 rue Saint-Honoré 75033 Paris cedex 01).

Vous voudrez bien en adresser copie à l'employeur auprès duquel vous étiez en fonction le 31 mars 2011 et qui a établi l'extrait de vos services. A toutes fins utiles, vous trouverez un formulaire sur la page « Sémaphore »⁵ dédiée à la loi, il peut vous aider à formuler votre recours. Si vous n'avez pas accès à l'intranet « Sémaphore », contactez la structure en charge des ressources humaines de votre service, il vous transmettra le formulaire.

Vous adresserez en complément de votre recours tout document justifiant un ré-examen de votre situation. Je vous précise que le SRH se rapprochera de votre service ou établissement employeur avant de statuer. Le recours gracieux suspend le délai de recours contentieux.

Le recours contentieux est à former devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

Outre le calendrier des recrutements, vous trouverez sur « Sémaphore », ou auprès de la structure en charge des ressources humaines de votre service, l'ensemble des informations relatives aux conditions générales à remplir pour accéder à la fonction publique, les statuts particuliers des corps de fonctionnaires du ministère, un simulateur de classement/rémunération dans ces corps et des éléments relatifs à la retraite.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le sous-directeur des politiques de
ressources humaines et des relations
sociales



Christian NÈGRE,

- 1- Les recrutements réservés prendront la forme de recrutements sans concours (catégorie C), d'examens professionnalisés (catégorie B) et de concours réservés (catégorie A).
- 2- Cette condition ne concerne pas les agents recrutés sur le fondement de l'article 4 de la loi n°84-16 qui sont réglementairement recrutés à temps complet (le temps partiel est une modalité d'exercice d'un temps complet).
- 3- Les services accomplis à temps partiel et à temps incomplet correspondant à une durée supérieure ou égale à un mi-temps sont assimilés à des services à temps complet ; les services accomplis à temps incomplet ou à temps non compté correspondant à une durée inférieure au mi-temps sont assimilés aux trois quarts du temps plein.
- 4- En droit administratif français, le recours gracieux s'adresse à l'autorité administrative qui a pris la décision, c'est un recours administratif que peuvent exercer les administrés contre une décision prise par une autorité administrative. Il s'agit d'une demande de réexamen du dossier par l'administration qui se distingue donc du recours contentieux qui est, lui, formé devant le juge administratif. Le recours administratif doit être adressé dans les deux mois suivants la remise en main propre de ce courrier.
- 5- <http://semaphore.culture.gouv.fr/web/voir-aussi/securisation-parcours-professionnels>

Paris, ENSAD, le 10 Octobre 2017

Document établi par
Pierre-Nicolas Floch
Assistant technique de l'atelier Prépresse
Direction des services techniques
31 rue d'Ulm - 75005 Paris
Tél +33(0)1 42 34 97 37
pierre-nicolas.floch@ensad.fr

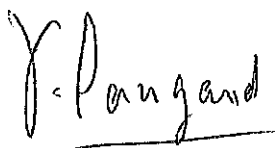
Objet: soutien pour la catégorisation.
Atelier Pré-presse.

à l'attention de Monsieur **Marc Partouche**, Directeur de l'ENSAD
à l'attention du **Ministère de la Culture**,

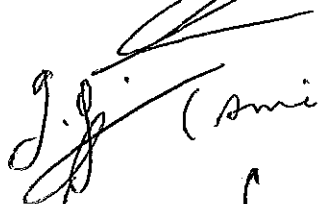
Nous enseignants à l'ENSAD,
indiquons que l'atelier PRE-PRESSE est un maillon indispensable dans les enseignements adressés aux étudiants pour le secteur **image imprimée**,
En particulier pour l'apprentissage, la compréhension, le perfectionnement, et la pratique des logiciels de la chaîne graphique: photoshop, in design, illustrator, et les traitements liés à l'impression.
En synergie avec la pédagogie et les procédés mis en œuvre (sérigraphie, gravure, illustration, édition), et en complément à d'autres secteurs (graphisme, photographie, impression textile...etc)
Le poste tenu par Pierre-Nicolas Floch comprend donc une part d'enseignement-technique importante concomitante aux autres aspects de sa fonction (fonctionnement technique, gestion et supervision de l'atelier).
Ce poste doit donc être classé en catégorie A.

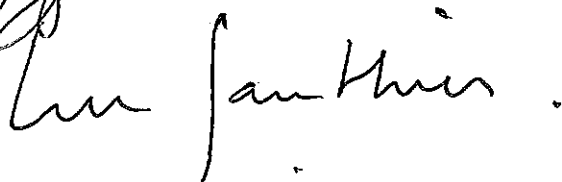
Merci pour votre compréhension et votre soutien.

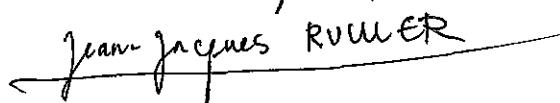
 (Paul Szolman)



Laurent Goussier (3^{ème} année image imprimée)

 (ami 4/5 image imprimée)

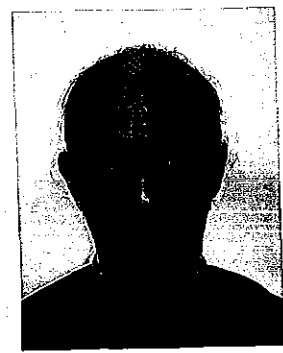


 Jean-Jacques RUIER

Pierre-Nicolas FLOCH

44 allée Eugène Belgrand 94230 Cachan

Téléphone : 01 46 63 10 40



OBJECTIFS à L'ENSAD

Développer et partager mon expérience dans le domaine de la création plastique, graphique, et de l'édition.

Alliant recherche et pratique, en ouverture à l'innovation créative et artistique.

FORMATION ET DIPLÔMES

- 1984 -1990 Diplômé de l'école nationale supérieure des arts-décoratifs, spécialisation en photographie. ENSAD 31 rue d'Ulm 75005 Paris.
- 1997 -2001 Formation CEC (certificat d'études corporelles) université Paris III Censier 13 rue Santeuil, 75231 Paris Cedex 05.
- 1975 -1979 Baccalauréat série E, scientifique et technique, lycée Déodat de Séverac, Toulouse.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

1990 - 2017 *Assistant-technique en sérigraphie à l'ENSAD.*

Assistance et enseignement auprès des étudiants sur les usages de la photogravure dans le cadre d'une démarche créative finalisée par les moyens de la sérigraphie et de la gravure. Travail partagé entre l'impression dans l'atelier et la conception des typons en laboratoire en partenariat avec les enseignants.

Responsabilité technique et pédagogique pour cette partie nommée trait-tramé.

Refondation de l'atelier trait-tramé en l'atelier pré-presse intégrant en plus du laboratoire de photogravure, les outils numériques de la chaîne graphique.

Conversion de l'atelier pré-presse au tout numérique

Collaboration avec les différents secteurs tels que gravure, impression textile, communication visuelle, peinture, illustration, photographie.

1994 - 2000 *Enseignant en arts plastique, théâtre de Cachan.*

En travaillant avec des groupes de cinq à sept ans et de huit à onze ans, j'élaboré une pédagogie basée sur un dialogue entre imaginaire et sensible, explorant le monde avec les moyens du dessin, de la couleur, du modelage, de la peinture, du collage, de l'assemblage,...

Métier d'aquarelliste.

Pratique et recherche en peinture et en photographie,

CENTRES D'INTÉRÊTS

Parallèlement à ces activités, je mène une recherche personnelle où se côtoient arts-plastiques, danse, expression corporelle, musique, et spectacles.

Ministère
de la Culture, de la Communication,
des Grands Travaux et du Bicentenaire

Diplôme
de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs

Promotion **Paul Prévost**

Orientation **Art**

Spécialisation **Photographie**

Diplôme No **3456**

Le Directeur et les Professeurs
de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs

certifient que **Monsieur FLOCH Pierre-Nicolas**
né(e) à **Bourges (18)**
le **1er décembre 1960**

a été reconnu(e) apte,
en vertu d'une délibération du jury en date du **5 novembre 1990**
avec la mention **Bien**

à recevoir le Diplôme de l'ENSAD.

Fait à Paris le **18 mars 1991**
Le Directeur de l'Ecole

R. Peduzzi

R. PEDUZZI

Nous,
Ministre de la Culture et de la Communication,

*Vu l'article 1 du décret du 22 mai 1987
instituant le Diplôme
de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs,*

*Vu le titre III de l'arrêté du 22 mai 1987
fixant les conditions d'attribution
du diplôme de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs*

Vu le procès-verbal de la délibération du jury du projet de fin d'étude en date du **20 décembre 1989**
et vu le procès-verbal de la délibération du jury du mémoire en date du **5 novembre 1990**

Délivrons le présent diplôme à **Monsieur FLOCH Pierre-Nicolas**

*Qui est autorisé à porter à compter de ce jour le titre
de "Diplômé de L'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs".*

Fait à Paris, le **18 mars 1991**

Le Ministre

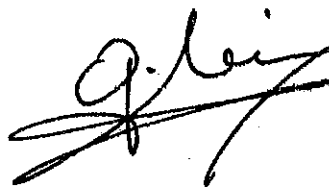
Pour le Ministre et par délégation
Le Délégué Adjoint aux Arts Plastiques
[Signature]

MR MICHAEL GREGOR
ATELIER TRAIT-TRAHÉ.

PARIS LE 12-11-90

MADAME LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE,

SUITE AU DÉPART DE MR PERUS DE
L'ATELIER T. T., JE PROPOSE EN
REMPLACEMENT AU POSTE DE TECHNICIEN,
MR NICOLAS FLOCH, DIPLOMÉ DE
L'ENSAD, SECTION PHOTO, CE QUI
LUI PERMETTRA EN PLUS DE SES
FONCTIONS, DE CONTINUER SES
RECHERCHES.



E.N.S.A.D.

RUE D'ULM.

PARIS.